

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 Rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARC - JUILLAC LE COQ

ZAC du mas de la Cour
16100 Cognac

Références : 2026_425_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003100903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement CARC - JUILLAC LE COQ implanté Lieu-dit Les Tils, 16130 Juillac-le-Coq. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARC - JUILLAC LE COQ
- Lieu-dit Les Tils 16130 Juillac-le-Coq
- Code AIOT : 0003100903
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une coopérative agricole. C'est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à Déclaration pour la rubrique 4510. Elle est réglementée par l'Arrêté Ministériel de Prescription Générale (AMPG) du 23/12/1998.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste de produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection, réalisée dans le cadre d'une action régionale "coup de poing" sur les produits chimiques, a permis de constater les manquements suivants :

- le portail (rideau en fer) constamment ouvert la journée du fait d'un éclairage non adapté et inefficace ne permettant pas aux salariés de pouvoir travailler avec une visibilité optimum portail fermé.
- l'étanchéité de la citerne de rétention en béton non vérifiée
- absence d'évaluation du risque ATEX et de réalisation du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) afin de définir la zone où se situe l'armoire électrique comme une zone ATEX ou non. Dans l'affirmative, le retrait de l'armoire électrique située à l'intérieur du local vers l'extérieur du local est nécessaire.
- absence de justification du bon traitement final du produit "PICTOR ACTIVE" en tant que déchets dangereux par une filière autorisée

La mise en place de mesures correctives est donc demandé à l'exploitant en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : <u>Sur site, l'inspection a demandé la remise des 3 fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques suivants :</u> Tous ont des incidences possibles sur l'environnement mais sont non CMR. - CULTIGO: date de révision 07/04/2025 ce produit est un fongicide. - REVYVIT: date de révision 01/10/2024 ce produit est un fongicide. - ROUNDUP DYNAMIC: date de révision 28/09/2023 Ce produit est un herbicide. Cet établissement, étant une coopérative agricole, l'ensemble des produits présents sont exclusivement destinés à la vente à leurs adhérents. <u>L'inspection constate, en outre, les éléments suivants :</u> - les fiches de données de sécurité (FDS) sont archivées sur un logiciel interne métier intitulé "silos" - ces dernières et leurs mises à jour sont toutes en français et sont toutes postérieures à 2020 - les salariés ont accès à ces FDS via les 3 procédures suivantes: * consultation sur le logiciel métier "silos" * utilisation de la procédure "obtention des FDS" via une recherche sur le site "phytodata": cet accès dématérialisé permet d'avoir des FDS révisées régulièrement * utilisation de l'application "phytoscan" sur les téléphones portables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

L'inspection a vérifié par échantillonnage (CULTIGO, REVYVIT , ROUNDUP DYNAMIC) la mise en œuvre des prescriptions de la FDS et les mesures de maîtrise des risques mises en place sur le site par l'exploitant.

L'inspection a ainsi constaté:

- Concernant la rubrique 5: Mesures de lutte contre l'incendie

Le local de stockage dispose comme moyens d'extinction:

* 3 extincteurs à eau + additif

* 1 extincteur à poudre situé à l'étage dit "grenier"

* de la matière absorbante en cas de renversement de produit liquide: sable situé à gauche de l'entrée à l'intérieur du local.

- Concernant la rubrique 6 : Mesures à prendre en cas de déversement

L'exploitant indique n'avoir à ce jour jamais eu d'incident de type rejet dans l'environnement via un écoulement accidentel dans la terre, les canalisations d'égouts, les eaux superficielles et souterraines.

L'absence de connexion entre le local et les réseaux d'eau permettent de surcroît d'éviter tout risque de rejet dans l'environnement.

- Concernant la rubrique 7 : Manipulation et stockage

L'inspection constate que les produits chimiques sont stockés dans un local spécifique situé à droite de l'entrée du site et à proximité du bâtiment administratif.

L'inspection constate, en outre, les éléments suivants:

* Conditions et local de stockage :

- stockage dans un local réservé exclusivement à cet usage
- local aéré via 2 cheminées d'aération
- local fermé à clé uniquement la nuit. En journée, le rideau en fer est ouvert. L'exploitant explique qu'au vu du manque de clarté dans le local (4 néons et puits de jour vétustes pour la totalité du bâtiment d'une superficie de 375 m²), il est obligé de laisser le portail ouvert pour servir les adhérents. Dès lors, un panneau d'interdiction d'entrée est installé sur les barrières heras installées en lieu et place du portail.
- affichage à l'entrée du local de l'interdiction de fumer, boire ou manger. Le plan du local, les règles de stockages des produits phytosanitaires avec les phrases de risques, des consignes générales et d'intervention relatives aux produits phytosanitaires sont également affichées sur les barrières heras et le rideau en fer.
- le rideau en fer s'ouvre en hauteur via une commande électrique et manuelle. Une porte en bois constamment fermée et s'ouvrant vers l'extérieur se situe également sur le côté droit du portail.
- Les températures de stockage préconisées dans les FDS à savoir « protéger des températures inférieures à -5 °C et supérieures à 40 °C » sont respectées ; le thermomètre du local indiquant une température le jour de la visite de 6°C.
- une armoire électrique est installée à l'intérieur du local à l'entrée: les vérifications périodiques sont faites tous les ans par l'organisme DEKRA.

Toutefois, la présence d'une source électrique à l'intérieur du local de stockage est potentiellement source d'ignition pouvant dès lors causer une étincelle ou une flamme et

donc représentée un risque d'explosion ATEX.

*** Rangement :**

- les produits sont conservés dans leur emballage d'origine (avec étiquette) jusqu'au moment de leur utilisation
- les produits phytosanitaires sont rangés séparément des autres produits sur des étagères non combustibles
- aucun produit n'est déposé à proximité des issues.

Au regard des manquements sus mentionnés, les mesures de maîtrise des risques prises par l'exploitant dans le cadre de la manipulation et du stockage des produits chimiques ne sont donc pas conformes aux recommandations de la FDS.

- Concernant la rubrique 13 : Considérations sur l'élimination

L'exploitant indique à l'inspection que les récipients vides ramenés par les adhérents sont pris en charge par la société "ADIVALOR" qui fait partie d'une filière de recyclage des bidons et produits phytosanitaires non utilisables (PPNU).

Les contenants vides sont stockés à l'extérieur du local de stockage derrière un muret entre les 2 bâtiments. Il y reste environ 3 jours avant la collecte.

L'exploitant organise 2 collectes par an en octobre/novembre et en avril/mai.

L'exploitant présente une attestation de reprise des déchets à l'inspection mentionnant le code déchets dangereux « 06 13 01* »

Toutefois, les récipients vides des produits phytosanitaires sont des contenants souillés et sont donc des déchets dangereux devant être traités par une filière autorisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant:

- de prendre des mesures correctives nécessaires et appropriées afin que le portail (rideau en fer) soit constamment fermé à savoir la mise en place d'un éclairage efficace permettant aux salariés de pouvoir travailler avec une visibilité optimum portail fermé.
- de procéder à une évaluation du risque ATEX et à la réalisation du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) afin de définir la zone où se situe l'armoire électrique comme une zone ATEX ou non. Dans l'affirmative, le retrait de l'armoire électrique située à l'intérieur du local vers l'extérieur du local est nécessaire.
- justifier du bon traitement final du produit "PICTOR ACTIVE" en tant que déchets dangereux par une filière autorisée
- de communiquer à l'inspection les mesures correctives prises dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté qu'une citerne de rétention en béton d'une superficie égale à la superficie du local est installée sous le local de stockage des produits chimiques.</p> <p>Une trappe d'accès est située à l'entrée du bâtiment.</p> <p><u>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection les éléments suivants:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * l'étanchéité de la citerne en béton; aucune vérification n'ayant été effectuée par l'exploitant * le volume de la rétention est au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir et à la moitié de la quantité de liquides stockés dans l'ensemble du local
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * de l'étanchéité de la citerne en béton en faisant procéder à la vérification de l'étanchéité de la citerne de rétention * du bon dimensionnement de la citerne de rétention ; le volume de la rétention devant être au moins égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir et à la moitié de la quantité de liquides stockés dans l'ensemble du local
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une</p>

même rétention.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un plan du local indiquant par les modalités de rangement des produits chimiques.</p> <p>Ce plan est affiché à l'entrée du local.</p> <p>L'inspection constate ainsi que les produits chimiques sont rangés selon leur toxicité: les produits CMR se trouvant à l'entrée à gauche et les non CMR à l'entrée à droite.</p> <p>Ces derniers sont identifiés, étiquetés et conservés dans leur contenant d'origine.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas mis en place une gestion spécifique des incompatibilités entre produits. Or, sur les 186 produits stockés dans un seul local associé à une rétention commune, il existe très certainement des incompatibilités entre eux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>L'inspection demande à l'exploitant de:</u></p> <p>* mettre en place une procédure interne permettant de gérer le stockage des produits phytosanitaires en fonction des incompatibilités de chacun et de s'assurer ainsi du respect de la prescription indiquée dans la FDS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant, par l'intermédiaire de M. ROY, tient à jour un état des matières stockées via un logiciel métier ainsi qu'un export de ce logiciel sur un fichier interne Excel avec ajout des phrases de risques.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un état des stocks actualisé à date mentionnant un volume de 50 tonnes de produits chimiques dont 31,733 Tonnes de produits CMR correspondant au stockage de 186 produits.</p> <p>L'inspection constate que la quantité présente (50T) est conforme à la déclaration établie en date du 13/04/2010 au titre de la rubrique 4510 autorisant l'installation pour une QSP de 66,4 T.</p> <p>L'exploitant est, par conséquent, en capacité de donner à tous moments au service du SDIS et en</p>

cas d'incident un état des stocks à jour. Il s'assurera, néanmoins, que cet état du stock est communicable même en cas de coupure d'alimentation électrique lors d'un sinistre.

Type de suites proposées : Sans suite